

Séance publique du lundi 1 octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1 octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSÉ, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETTOUT.

Garantie Emprunt GAIA – SERM / Ville de Montpellier : Avenant au contrat de prêt N° 1098075

Hélène MANDROUX rapporte :

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a sollicité de la Caisse des dépôts et consignations, qui l'accepte le réaménagement du prêt du prêt N° 1098075 d'un montant de un million quatre cent vingt quatre mille trente cinq euros (1 425 035 €), par allongement de sa durée entraînant le report de son remboursement initialement prévu au 1^{er} décembre 2012, à la date du 1^{er} décembre 2016. Il est rappelé que ce prêt est destiné à financer l'aménagement et le renouvellement urbain dénommé « Grand Cœur » à Montpellier

En conséquence, la Commune de Montpellier adapte la garantie initialement accordée pour le remboursement dudit prêt dans les conditions fixées ci-dessous.

Article 1 : La commune de Montpellier accorde sa garantie pour le remboursement du prêt réaménagé contracté par La SERM auprès de la CDC selon les conditions précisées ci-après

A hauteur de 80 % des sommes dues (capital, intérêts, intérêts moratoires, pénalités, indemnités et accessoires) au titre du contrat de prêt n°1098075 réaménagé par avenant :

- Date d'effet du réaménagement : 01/12/2011
- Montant total réaménagé : 1 424 035 €
- Périodicité des échéances annuelles
- Durée d'amortissement restante après allongement : 4 ans à compter de la première échéance
- Date de la première échéance 01/12/2012
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du réaménagement augmenté d'une marge de 0,60 % soit 2,85% pour l'échéance du 01/12/2012 sur la base du taux du livret A en vigueur à cette date (2,25%)

Les caractéristiques ainsi modifiées s'appliquent au montant total du capital réaménagé ainsi que, le cas échéant, au montant total des intérêts compensateurs ou différés dus au titre du réaménagement et maintenus, du prêt référencé ci-dessus à la date d'effet du réaménagement jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

Le montant de l'échéance sera recalculé sur la base de ces nouvelles caractéristiques. Le tableau d'amortissement correspondant sera adressé par le prêteur à l'emprunteur et au garant.

Article 2 : Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas de toutes sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre du(es) prêt(s) réaménagé(s) ci-dessus, la commune de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Caisse des dépôts et consignations adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : La commune de Montpellier s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 4 : Le Conseil autorise le Maire à intervenir sur l'avenant de réaménagement qui sera passé entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Equipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de la Caisse des dépôts à hauteur de 1 424 035 €, aux conditions précisées ci-dessus,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 2 octobre 2012